

## Le Burundi veut réclamer des "dédommagements" à ses "ex-colonisateurs"

@rib News, 15/02/2018 Source Xinhua Burundi : le sénat plaide pour des "dédommagements" par les ex-colonisateurs pour les torts causés durant la période coloniale Le président du sénat du Burundi, Ruvyiron Ndikuriyo (photo), a déclaré jeudi le plaidoyer pour des "dédommagements" au Burundi par ses "ex-colonisateurs" (Allemagne et Belgique) pour les torts causés sous leurs régimes coloniaux respectifs.

"En revisitant de près cette histoire tragique du passé burundais au cours de ces retraites, ce fut une occasion spéciale pour accéder à une connaissance approfondie de la vérité sur le passé du Burundi et des Burundais, en s'armant des données fournies par des experts historiens nationaux", a déclaré M. Ndikuriyo dans une intervention rapportée jeudi sur les ondes de la radio-télévision nationale du Burundi (RTNB), à l'occasion d'une retraite sénatoriale de deux journées organisée en commune Nyanza-Lac dans la province de Makamba (sud). Cette retraite organisée au sud du pays sous un thème central intitulé "la réforme administrative de 1929 au Burundi sous la colonisation belge et ses conséquences", est une deuxième du genre tenue dans le prolongement de la première tenue le 30 juin 2017. A ce jour, les historiens ayant travaillé sur le passé du Burundi, concordent pour attester qu'au total, ce pays de la région africaine des Grands Lacs directement limitrophe du Rwanda au nord, de la République Démocratique du Congo (RDC) à l'ouest et de la Tanzanie au sud-est, "a été privé de sa souveraineté" pendant 66 ans : 20 ans sous la colonisation allemande (1896-1916), et 46 ans sous la puissance tutrice belge (1916-1962). En ce qui concerne la colonisation allemande, M. Ndikuriyo a focalisé sa dénonciation sur ce qu'il a qualifié de "guerre injuste" de huit ans (1895-1903) que des colons allemands ont imposé aux Burundais d'alors en menant des attaques armées contre le monarque burundais Mwezi Gisabo, qui s'est vu contraint d'accepter la suprématie allemande sur le Burundi. Concernant la colonisation belge, M. Ndikuriyo a noté que la "réforme administrative de 1929", initiée par la tutelle coloniale belge, "est à l'origine de la haine ethnique au Burundi" sous diverses dimensions, historiques, anthropologiques, économiques, politiques et sociologiques. Cette réforme s'est appuyée sur le principe de "diviser pour régner", en sapant les fondements historiques des autorités burundaises autochtones sur base des "critères subjectifs" : "degré d'ouverture à la civilisation européenne, origines tribales, ou claniques, etc.", a-t-il exploré. Depuis la crise politique burundaise de 2015, les relations politico-diplomatiques entre le Burundi et la Belgique ont connu des "séquences tumultueuses". Le gouvernement burundais reproche aux Belges d'habrger sur leur sol certaines personnalités burundaises impliquées dans la tentative de coup d'Etat avorté du 13 mai 2015 contre l'actuel chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});